



Mesures de Facilitation du Commerce de l'OMC et la Marge Extensive des Exportations dans la Tripartite : COMESA - CAE - SADC

Leudjou Njiteu Rostant Roland

Août 2021 / No.767

Résumé

Cette étude utilise un modèle de gravité pour l'année 2015 afin d'analyser l'impact de l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) [*l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges (AFE-OMC)*] sur la marge extensive des exportations (diversification des exportations représentée par le nombre de produits exportés) par les pays membres de la Tripartite (COMESA, CAE et SADC). Il apparaît que toutes les mesures de facilitation du commerce (à l'exception des "droits et redevances") ont un effet positif et significatif sur la diversification des exportations, quel que soit le type

de produit ou de partenaire commercial. Les mesures relatives aux « procédures d'appel » (le droit pour les opérateurs d'obtenir une révision et une rectification des décisions prises par les fonctionnaires des douanes dans le cadre d'une procédure administrative et/ou judiciaire) ont l'effet le plus critique. Les exportations au sein de la Tripartite sont plus touchées que les exportations avec des partenaires extérieurs à la région. L'augmentation du nombre de produits exportés est plus élevée pour les produits de base (matières premières) que pour les produits manufacturés avec des exportations intra-tripartites, alors que l'inverse est observé avec les exportations vers des partenaires du reste du monde. L'analyse contrefactuelle montre que si les pays de la Tripartite se conforment aux meilleures pratiques régionales (ou aux exigences de l'OMC) en matière de facilitation des échanges, les mesures de "décisions anticipées" (informations contraignantes sur le traitement douanier des marchandises avant leur importation) et de "procédures d'appel" auraient le plus grand effet sur la diversification des exportations respectivement au sein de la Tripartite et avec le reste du monde. Les politiques de facilitation du commerce de la SADC sont plus performantes que celles de la CAE et du COMESA, quel que soit le type de produit, de partenaire ou de mesure de facilitation des échanges (à l'exception des "droits et redevances"). La CAE obtient de meilleurs résultats que le COMESA. Cette étude recommande la mise en œuvre de l'AFE-OMC qui pourrait accroître la diversification des exportations à la fois au sein de la zone de libre-échange tripartite et avec les partenaires du reste du monde.

Introduction

Le 10 juin 2015 est une date historique dans le processus d'intégration économique du continent africain. Les 26 pays membres¹ du Marché commun d'Afrique orientale et australe (COMESA), de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) et de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) ont décidé de fusionner et de lancer une Tripartite, qui est la plus grande zone de libre-échange (ZLE) jamais réalisée en Afrique. Elle couvre environ 80 % du continent africain, du Cap (Afrique du Sud) au Caire (Égypte). Cette "Grande ZLE" forme un bloc économique important, dont le produit intérieur brut (PIB) s'élève à 1 087 milliards de dollars, soit environ 84 % du PIB de l'Afrique subsaharienne (ASS) (57 % du PIB africain). L'un des objectifs de la ZLE tripartite, tel que mentionné dans le rapport final (paragraphe 40) du premier sommet tripartite des chefs d'État et de gouvernement qui s'est tenu à Kampala (Ouganda)

1 COMESA (19) : Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Soudan, Kenya, Ouganda, Burundi, Rwanda, RDC, Malawi, Madagascar, Maurice, Zambie, Zimbabwe, Comores, Égypte, Libye, Seychelles et Swaziland. CAE (5) : Kenya, Ouganda, Burundi, Rwanda et Tanzanie. SADC (15) : RDC, Madagascar, Malawi, Maurice, Zambie, Zimbabwe, Tanzanie, Angola, Mozambique, Swaziland, Seychelles, Botswana, Lesotho, Namibie et Afrique du Sud.

en octobre 2008, est d'offrir "...un plus grand choix..." de biens et de services à ses 600 millions de clients potentiels.

La ZLE tripartite a connu une tendance à la hausse de la valeur de ses exportations totales depuis le début des années 2000. Le résultat commercial contrasté est la tendance à la baisse du nombre de produits exportés, également appelée marge extensive des exportations (Dennis et Shepherd, 2007 ; Persson, 2013 ; Persson et Wilhelmsson, 2016 ; Beverelli, Neumüller et Teh, 2015). Cette baisse du nombre de produits exportés signifie un manque de diversification des exportations.² Ainsi, la croissance des exportations dans la ZLE tripartite, comme le confirme un grand nombre d'études dans les pays en développement (voir par exemple Amurgo-Pacheco et Pierola, 2008 ; Helpman, Melitz et Rubinstein, 2008 ; Besedes et Prusa, 2011), est principalement induite par l'augmentation du volume des échanges (quantité du même panier de produits), également appelée marge intensive des exportations.

Selon l'étude séminale de Melitz (2003) sur l'hétérogénéité des entreprises, l'absence de diversification commerciale par l'ALE tripartite peut s'expliquer par la présence de coûts commerciaux auxquels les commerçants de la région sont confrontés (voir Pearson, 2011). Melitz (2003) donne une explication théorique microéconomique de la décision des entreprises d'exporter après une réforme des coûts commerciaux. Les principales conclusions du modèle de Melitz prévoient que toute réduction des coûts commerciaux augmente le niveau de productivité de chaque entreprise et permet aux entreprises les plus productives (au-dessus d'un seuil de productivité) de bénéficier des exportations, car leurs revenus leur permettent de couvrir les coûts fixes. Les entreprises qui exportaient avant la réforme continueraient à exporter des volumes plus importants (marge intensive), tandis que celles qui opéraient à l'intérieur du pays, mais n'exportaient pas avant la réforme entreraient sur les marchés d'exportation et fourniraient par conséquent de nouveaux produits sur le marché international³ (marge extensive) .

La stratégie de la ZLE tripartite comprend un programme complet de facilitation des échanges qui vise à réduire les coûts commerciaux au sein de la région. Ce programme régional est largement cohérent avec le programme multilatéral conclu dans le

2 En 2015, les exportations intra-tripartites étaient de 81,34 % (86,46 % en 2000) pour les produits de base et de 83,98 % (87 % en 2000) pour les produits manufacturés. Quant aux exportations avec le reste du monde, elles étaient de 79,62 % (86,32 % en 2000) pour les produits de base et de 80,65 % (86,24 % en 2000) pour les produits manufacturés. Cela suggère un manque relatif de transformation structurelle dans la Tripartite entre 2000 et 2015

3 L'hypothèse de la concurrence monopolistique stipule : chaque entreprise produit un bien qui a une caractéristique particulière, mais ce bien n'est pas différent en termes d'utilité par rapport aux autres biens de l'entreprise.

cadre de l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges (AFE-OMC) (UNECA, 2011 ; Pearson, 2011) qui a été ratifié jusqu'à présent par 15 des 26 pays membres de la Tripartite.⁴ L'OMC définit la facilitation des échanges comme toute activité visant à "simplifier et à harmoniser les procédures commerciales internationales" (OMC, 2015). Les procédures commerciales incluses ici sont : "...les activités, pratiques et formalités de collecte, de présentation, de communication et de transmission de données, et autres informations requises pour la mobilité des marchandises dans le commerce international".

Jusqu'à présent, le niveau de conformité de l'ALE tripartite avec les dispositions légales de l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges (AFE-OMC) est encore bien inférieur aux exigences de l'OMC. Selon les indicateurs de facilitation des échanges (IFE) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui suivent un système de notation où un score de deux (2) correspond aux meilleures pratiques (exigences de l'OMC), une moyenne de 0,9403723 en 2015 au niveau régional montre que beaucoup reste à faire par de nombreux pays membres de la Tripartite pour se conformer aux exigences de l'OMC.

L'AFE-OMC est entré en vigueur le 22 février 2017 ; il s'applique à chacun des 20 pays membres de la Tripartite qui sont membres de l'OMC⁵, qu'il l'ait ratifié ou non. Il pourrait donc avoir un impact sur l'ensemble de l'économie de l'ALE tripartite. On peut s'attendre à ce que la mise en œuvre de l'AFE-OMC réduise certains coûts commerciaux⁶ et augmente positivement la diversification des exportations (Melitz 2003).

Pour autant que l'on sache, aucune étude n'a cherché à savoir si le faible nombre de produits exportés par l'ALE tripartite pouvait s'expliquer dans une certaine mesure par le faible niveau des mesures de l'AFE-OMC mises en œuvre par ses pays membres jusqu'à présent. La croissance des exportations des pays membres du Tripartite n'est pas de bon augure pour l'économie de la ZLE tripartite dans le sens où les exportations de produits manufacturés représentent toujours une faible part des exportations totales : seulement 30,20 % en 2015 par rapport à quelques produits primaires qui constituent 60,9 % (notamment les combustibles minéraux/lubrifiants,

4 Mécanisme AFE: <http://www.tfafacility.org/>

5 L'Érythrée, l'Éthiopie, le Soudan, les Comores, la Libye et le Swaziland ne sont pas membres de l'OMC

6 Voir le tableau pour la correspondance entre chaque mesure de l'AFE et la réduction des coûts commerciaux.

la plus grande part des exportations totales en 2015 avec 33,82 %).⁷ Il serait très important pour les pays membres de la Tripartite d'avoir une forte performance à l'exportation qui, selon Blanke et al. (2011), ne signifie pas nécessairement une forte croissance des exportations, mais aussi une diversification accrue des exportations des activités à faible valeur ajoutée (produits primaires) vers celles à plus forte valeur ajoutée (produits manufacturés). En se diversifiant, les pays membres de la Tripartite sont mieux à même de réduire la volatilité de la croissance grâce à une vulnérabilité réduite des exportations aux chocs externes (Fundari, 2013), notamment en raison de la volatilité des prix des matières premières sur les marchés internationaux. Alors, quel serait l'effet de diversification des exportations pour l'ALE tripartite si les dispositions juridiques conclues dans le cadre de l'AFE-OMC sont mises en œuvre (exigence de l'OMC) ?

L'objectif principal de cette étude était de déterminer l'impact de la mise en œuvre des mesures de l'AFE-OMC sur la marge extensive des exportations dans l'ALE tripartite. Plus précisément, nous avons cherché à répondre aux questions suivantes : Quels sont les effets de diversification des exportations de chaque mesure de l'AFE-OMC, et laquelle a le plus d'impact ? Quel type de produit (produits de base ou produits manufacturés) est le plus affecté, et par quelle mesure de l'AFE-OMC ? Quel est l'effet de diversification des exportations si tous les pays membres de la Tripartite passent au niveau du pays le plus performant (similaire à l'île Maurice) ? La mise en œuvre de l'AFE-OMC, affecte-t-elle le plus la diversification des exportations au sein de la Tripartite, ou avec d'autres partenaires ? Quel bloc économique, la CAE, le COMESA ou la SADC, a l'effet de diversification le plus important, et à travers quel type de produit ?

Les résultats de cette étude pourraient encourager la mise en œuvre des mesures de l'AFE-OMC et orienter la position des décideurs politiques et des négociateurs commerciaux dans la négociation de l'Accord de partenariat économique (APE) entre la SADC et la CAE avec l'UE, l'ALE tripartite et de l'Accord établissant la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), ainsi que d'autres discussions commerciales. Elle pourrait également contribuer à la conception de stratégies d'aide pour le commerce au niveau national/régional en sélectionnant les projets qui devraient bénéficier d'une assistance technique et financière en termes de conformité à l'AFE-OMC.

7 Parts calculées par l'auteur à partir de données collectées dans le World Integrated Trade Solution (WITS) (Banque mondiale). Les produits primaires (CTCI 0 + 1 + 2 + 3 + 4 + 68) et les produits manufacturés (CTCI 5 à 8 moins 667 et 68) sont considérés dans la Classification type du commerce international : http://unctadstat.unctad.org/FR/Classifications/DimSicRev3Products_DsibSpecialGroupings_Hierarchy.pdf

Conclusion et implications politiques

Les 26 pays membres de la Tripartite qui sont membres de l'OMC sont tenus de mettre en œuvre à des rythmes différents l'AFE-OMC qui est entré en vigueur en février 2017. Le respect de ces dispositions est susceptible d'avoir un impact positif sur la diversification des exportations pour la Tripartite. Les résultats de cette étude qui estime l'effet de chaque mesure de l'AFE-OMC sur le nombre de produits exportés (produits primaires et produits manufacturés) au sein de la Tripartite et avec le reste du monde pourraient être très utiles pour les décideurs politiques et les négociateurs de la région.

Les résultats de cette étude montrent que l'AFE-OMC a un effet positif sur la diversification des exportations de la Tripartite, quel que soit le type de produit, le partenaire commercial ou la mesure de facilitation des échanges. L'effet le plus important sur les produits manufacturés est observé avec les partenaires du reste du monde, tandis qu'avec les autres partenaires tripartites, l'AFE affecte principalement les produits de base.

Cette étude recommande la mise en œuvre de l'AFE-OMC si les décideurs politiques veulent accroître la diversification des exportations tant au sein de la Tripartite qu'avec les partenaires extérieurs. Une attention particulière devrait être accordée aux mesures de "procédures d'appel" afin d'augmenter le nombre de produits d'exportation à l'intérieur et à l'extérieur de la zone de libre-échange tripartite. Les pays membres de la Tripartite devraient s'appuyer sur les "procédures d'appel" et les "décisions anticipées" pour les aider à exporter le plus grand nombre de produits dans la région. Cela les aiderait à atteindre les meilleures pratiques régionales et à se conformer aux exigences de l'OMC. La SADC, et la CAE dans une moindre mesure, devraient être les principaux blocs économiques leaders pour relever les défis de la facilitation du commerce pour la transformation économique des pays membres de la Tripartite.

Bien que de nombreuses études aient montré que l'AFE-OMC serait positif pour la diversification des exportations, de nombreux pays se sont montrés réticents à ratifier cet accord. Les mesures de la facilitation des échanges (FE) soulèvent certaines inquiétudes et n'ont pas réussi à obtenir un soutien unanime à l'OMC ; notamment pour les pays en développement (South Centre, 2011 ; ICTSD, 2012). Nombre de ces pays estiment que l'accord sur la FE ne fera qu'ouvrir leurs marchés aux importations en provenance des pays développés, ce qui affaiblira l'industrie locale tout en renforçant les déficits de la balance commerciale. Des recherches complémentaires devraient aborder ce problème en étudiant l'impact de l'AFE-OMC sur les importations, la désindustrialisation et la balance des paiements.

Bibliographie

- Amurgo-Pacheco, A. and M. Pierola. 2008. "Patterns of export diversification in developing countries". Policy Research Working Paper No. 4473. World Bank, Washington, D.C.
- Berthou, A. and L. Fontagné. 2008. "The euro effects on the firm and product-level trade margins: Evidence from France". CEPII Working Paper No. 2008-21. **(I am unable to make an in-line comment so will add comments next to items.) Please add name of institution and place of publication.**
- Besedes, T. and T. Prusa. 2011. "The role of extensive and intensive margins and export growth". *Journal of Development Economics*, 96(2): 371–9.
- Beverelli, C., S. Neumüller and R. Teh. 2014. "A new look at the extensive trade margin effects of trade facilitation". WTO Staff Working Paper No. ERSD-2014-16. World Trade Organization, Geneva.
- Beverelli, C., S. Neumüller and R. Teh. 2015. "Export diversification effects of the WTO Trade Facilitation Agreement". *World Development*, 76: 293–310.
- Blanke, J., Z. Brixiova, U. Dadush, T. Gurcanlar and G. Iarossi. 2011. *Exports, FDI, and Competitiveness in Africa. The African Competitiveness Report 2011*. Geneva: The World Economic Forum.
- Cadot, O., C. Carrère and V. Strauss-Kahn. 2011. "Trade diversification: Drivers and impacts". Mimeo. International Labour Organization, Genève.
- Cheng, I.-H. and H. Wall. 2005. "Controlling for heterogeneity in gravity models of trade and integration". *Federal Reserve Bank of St. Louis Review*, 49–63.
- De Sá Porto, P., O. Canuto and C. Morini. 2015. "The impacts of trade facilitation measures on international trade flows". Policy Research Working Paper No. 7367. The World Bank, Washington, D.C.
- Dennis, A. and B. Shepherd. 2007. "Trade costs, barriers to entry, and export diversification in developing countries". Policy Research Working Paper No. 4368. The World Bank, Washington, D.C.
- Eaton, J., S. Kortum and F. Kramarz. 2004. "Dissecting trade: Firms, industries, and export destinations". *American Economic Review*, 94: 150–4.
- Eichengreen, B. and D. Irwin. 1998. "The role of history in bilateral trade flows". In J.A. Frankel, ed., *The Regionalization of the World Economy*. Chicago: The University of Chicago Press.
- Feenstra, R., R. Lipsey and H. Bowen. 1997. "World trade flows, 1970–1992, with production and tariff data". NBER Working Paper No. 5910. National Bureau of Economic Research, Cambridge, Massachusetts.
- Fontagné, L., G. Orefice and R. Piermartini. 2016. "Making (small) firms happy: The heterogeneous effect of trade facilitation measures". WTO Staff Working Papers No. ERSD-2016-03. World Trade Organization, Economic Research and Statistics Division, Genève.
- Fundari, T. 2013. "An analysis of Africa's export performance and export similarity for select countries within the Tripartite Free Trade Area market". Tralac Trade brief No. S13TB03/2013. Tralac, Stellenbosch. **Please supply more information. What type of publication is this? Putting the details provided into a browser did not yield any results.**

- Helble, M., C. Mann and J. Wilson. 2009. "Aid for trade facilitation". Policy Research Working Paper No. WPS 5064. The World Bank, Washington, D.C.
- Helpman, E., M. Melitz and Y. Rubinstein. 2008. "Estimating trade flows: Trading partners and trading volumes". *Quarterly Journal of Economics*, 123: 441–87.
- Hillberry, R. and D. Hummels. 2008. "Trade responses to geographic frictions: A decomposition using micro-data". *European Economic Review*, 52: 527–50.
- Hoekstra, R. 2013. "Boosting manufacturing firms' exports? The role of trade facilitation in Africa". IEE Working Paper No. 197. ISBN 978-3-927276-83-3, RuhrUniversität Bochum, Institut für Entwicklungsforschung und Entwicklungspolitik (IEE), Bochum **Please add place of publication**
- Hummels, D. and P. Klenow. 2005. "The variety and quality of a nation's exports". *American Economic Review*, 95: 704–23.
- ICTSD. (2012). "Signs of momentum in WTO Doha round talks, Lamy says". *Bridges Weekly Trade News Digest*, 16(33), 3 October.
- Inmaculada, M.-Z. and L. Márquez-Ramo. 2008. "The Effect of Trade Facilitation on Sectoral Trade". *The B.E. Journal of Economic Analysis & Policy*, De Gruyter, 8(1):1-46 . **Please add place of publication**
- Lee, H.-y. and C.-S. Kim. 2012. "The impact of trade facilitation on the extensive and intensive margins of trade: An application for developing countries". *Journal of East Asian Economic Integration*, 16(1): 67–96.
- Melitz, M. 2003. "The impact of trade on intra-industry reallocations and aggregate industry productivity". *Econometrica*, 71(6): 1695–725.
- Moïsé, E. and S. Sorescu. 2013. "Trade Facilitation Indicators: The Potential Impact of Trade Facilitation on Developing Countries' Trade". OECD Trade Policy Paper No. 144. OECD Publishing. Paris. **Please add place of publication**
- Moïsé, E., T. Orliac and P. Minor. 2011. "Trade facilitation indicators: The impact on trade costs". OECD Trade Policy Working Paper No. 118. OECD Publishing. Paris. **Please add place of publication**
- Njinkeu, D., J.S. Wilson and B. Fosso. 2008. "Expanding trade within Africa: The impact of trade facilitation". Policy Research Working Paper No. WPS 4790. The World Bank, Washington, D.C.
- Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) Trade Facilitation Indicators Database. OECD. Paris. Available at <http://sim.oecd.org/Default.ashx?lang=En&ds=TFI>.
- Pearson, M. 2011. "Trade facilitation in the COMESA-EAC-SADC Tripartite free trade area". Tralac Working Paper No. S11WP11/2011. Tralac, Stellenbosch. **Please add place of publication**
- Persson, M. 2008. "Trade facilitation and the EU-ACP economic partnership agreements". *Journal of Economic Integration*, 23(3): 518–546.
- Persson, M. 2013. "Trade facilitation and the extensive margin". *The Journal of International Trade & Economic Development*, 22(5): 658–693.
- Persson, M. and F. Wilhelmsson. 2016. "EU trade preferences and export diversification". *World Economy*, 39(1):16-53. **Please supply page numbers**
- Portugal-Perez, A. and J. Wilson. 2008. "Why trade facilitation matters to Africa?" World Bank

- Policy Research Working Paper Series No. 4719. The World Bank, Washington, D.C.
- Seck, A. 2017. "How facilitating trade would benefit trade in sub-Saharan Africa". *Journal of African Development*, 19(1): 1–26.
- South Centre. 2011. "Trade Facilitation State of Play and Implications of an 'Early Harvest' for Developing Countries". Geneva: South Centre, May.
- Turkson, F. 2011. "Logistics and Bilateral Exports in Developing Countries: A Multiplicative Form Estimation of the Logistics Augmented Gravity Equation". Discussion Paper No. 11/06, University of Nottingham, Nottingham, CREDIT.
- UNECA. 2011. "Study on the establishment of inter-RECs' free trade areas in Africa: Drawing on lessons from the COMESA-SADC-EAC FTA experience". Final Report, United Nations Economic Commission for Africa. Addis Ababa, Ethiopia.
- Wilson, J., C. Mann, C. and T. Otsuki. 2004. "Assessing the potential benefit of trade facilitation: A global perspective". Policy Research Working Paper No. 3224. The World Bank, Washington, D.C.
- World Integrated Trade Solution (WITS) Database. World Bank Group. Washington, D.C. Available at <https://wits.worldbank.org/>
- WTO. 2015. "World Trade Report 2015. Speeding up trade: Benefits and Challenges of Implementing the WTO Trade Facilitation Agreement". World Trade Organization, Geneva.
- Yotov, Y., R. Piermartini, J.-A. Monteiro and M. Larch. 2016. "An Advanced Guide to Trade Policy Analysis: The Structural Gravity Model". Geneva: World Trade Organization Publications.



Mission

Renforcer les capacités des chercheurs locaux pour qu'ils soient en mesure de mener des recherches indépendantes et rigoureuses sur les problèmes auxquels est confrontée la gestion des économies d'Afrique subsaharienne. Cette mission repose sur deux prémisses fondamentales.

Le développement est plus susceptible de se produire quand il y a une gestion saine et soutenue de l'économie.

Une telle gestion est plus susceptible de se réaliser lorsqu'il existe une équipe active d'économistes experts basés sur place pour mener des recherches pertinentes pour les politiques.

www.aercafrica.org/fr

Pour en savoir plus :

- | | | | |
|--|--|---|--|
|  | www.facebook.com/aercafrica |  | www.instagram.com/aercafrica_official/ |
|  | twitter.com/aercafrica |  | www.linkedin.com/school/aercafrica/ |

Contactez-nous :

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique
African Economic Research Consortium
Consortium pour la Recherche Économique en Afrique
Middle East Bank Towers,
3rd Floor, Jakaya Kikwete Road
Nairobi 00200, Kenya
Tel: +254 (0) 20 273 4150
communications@ercafrica.org